

LA POLICE NE DOIT PAS ÊTRE LE BOUC ÉMISSAIRE DE TOUS LES MAUX DE LA SOCIÉTÉ !



scsi-pn.fr

juin 2020

L'écho donné au discours du ministre de l'Intérieur lundi 8 juin, prononcé sous la pression médiatique et sans concertation préalable avec les organisations syndicales, suscite l'émotion des policiers qui se sentent mis en cause dans leur honneur.

La mort de George Floyd aux États-Unis est un drame qui nous touche comme chaque citoyen. Elle ne saurait pour autant conduire à une mise en cause généralisée de la police ou de la gendarmerie.

- ⇒ **OUI À LA TOLÉRANCE ZÉRO CONTRE LE RACISME**
- ⇒ **OUI ÉGALEMENT À LA TOLÉRANCE ZÉRO CONTRE CEUX QUI INSULTENT, AGRESSENT ET ATTAQUENT LES POLICIERS AU QUOTIDIEN**



LES POLICIERS, DES BOUCS ÉMISSAIRES TROP FACILES !

Alors que la France sort à peine d'une crise sanitaire où les policiers ont joué un rôle essentiel en dépit du manque de matériel de protection, les forces de sécurité intérieure ne peuvent à elles seules endosser la responsabilité de l'échec des politiques publiques menées par les gouvernements successifs dans les banlieues sensibles. Les policiers n'ont décidé ni de la diminution des effectifs en 2007, ni de la mise en place d'une police d'intervention et de la politique du chiffre avec ses effets pervers. Aujourd'hui, policiers et pompiers sont bien souvent les derniers services publics à exposer l'intégrité physique de leurs agents pour intervenir dans des territoires où le communautarisme s'est solidement implanté.

L'intervention de Christophe Castaner génère de la colère et de nombreuses interrogations :

- ⇒ Quelle alternative à la technique de l'étranglement pour maîtriser des individus récalcitrants ?
- ⇒ Quel investissement financier pour doter les policiers de caméras piétons fonctionnelles ?
- ⇒ Quid de la réforme annoncée des inspections et des conséquences pour les personnels de l'IGPN ?

ASSEZ DU POLICE-BASHING !

Le SCSI-CFDT réaffirme le professionnalisme de la très grande majorité des policiers. Ces derniers demandent les moyens de pouvoir exercer leurs missions, d'être protégés contre les agressions dont ils sont victimes et de ne pas être traités comme des sous-citoyens dans le cadre d'une « suspicion avérée » contraire à tous les principes du droit.

Nous serons reçus dans la semaine par le DGPN puis par le ministre de l'Intérieur. Nous leur ferons part de nos revendications et propositions pour bâtir dans la durée une police respectée, proche de la population...

Les forces de sécurité doivent marcher sur leurs deux jambes, sans négliger ni la prévention ni leur mission répressive. Il en va des fondements du pacte républicain.